

Service militaire adapté

Non au traitement militaire de la crise sociale !

Il y a maintenant près de vingt ans, en lien avec la professionnalisation de l'armée, Jacques Chirac faisait voter la fin du service militaire obligatoire. Après les attentats de janvier 2015, le débat est revenu en force sur cette question du service national.

Le Drian, ministre de la Défense, a déclaré que le service militaire obligatoire pour tous les jeunes ne peut pas être « une réponse aux interventions que nous menons, à l'intérieur comme à l'extérieur ». Il affirme que « face aux risques que nous rencontrons, il faut une armée professionnelle » et qu'un retour de la conscription ne répondrait pas « à la menace d'aujourd'hui » ! Du PS à l'UMP, il y a un consensus sur ce point. Mais, comme on ne cesse de le répéter, du PS à l'extrême droite, il faut reprendre les jeunes en mains, leur « redonner un sentiment d'appartenance », « permettre d'abolir les appartenances politiques, religieuses et sociales des jeunes ou de leurs parents »... indique Xavier Bertrand (UMP) qui précise que « le lien avec les armées est le chaînon manquant de la chaîne républicaine ». Il faut, déclare de son côté un député PS, « recréer du lien entre les citoyens » car, dit-il, « l'esprit civique se désagrège ».

La radicalisation de certains jeunes, qui répondent à la stigmatisation, à l'exclusion sociale et à l'échec scolaire en se tournant vers le terrorisme à couverture religieuse, inquiète. La course à la compétitivité et aux profits maximum qui génèrent un chômage de masse, l'austérité qui démunit l'école et casse tous les « filets sociaux », la politique de guerre qui alimente les réseaux terroristes qu'elle prétend combattre... ne sont bien sûr jamais remis en cause. La réponse est donc forcément recherchée dans des tentatives « d'encadrement » du problème. En 1999, lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, J.P. Chevènement parlait de « sauvages » pour évoquer les jeunes en difficultés qui sombrent dans la délinquance et la violence. Comme s'il s'agissait de pousses sauvages à tailler ! En 2005, N. Sarkozy, qui occupait à son tour le poste de ministre de l'Intérieur, se proposait, lui, de « nettoyer au Kärcher » les cités ! Quels que soient les gouvernements qui se sont succédé, que le mode principal de traitement proposé soit l'instruction civique ou la répression policière, que l'on cherche à circonscrire le problème dans des

ghettos ou à exfiltrer les éléments les plus radicaux vers des centres fermés ou des prisons spéciales, le spectre des émeutes sociales de 2005 (après l'assassinat de Zied et Bouna à Clichy-sous-Bois) est toujours là. S'y est ajouté aujourd'hui celui du recrutement de jeunes des cités par des réseaux « djihadistes ». C'est dans ce contexte que François Hollande a annoncé l'expérimentation en Métropole du service militaire adapté (SMA) : « Il y aura trois centres de service militaire volontaire dès cette année qui accueilleront 1 000 jeunes à Montigny-lès-Metz (Moselle), Brétigny-sur-Orge (Essonne) et dans le sud de la France, dès janvier 2016 » a-t-il déclaré. De quoi s'agit-il ?

Le SMA dans les « DOM »

Le SMA a été mis en place pour la première fois dans les départements dits « d'Outremer », après les émeutes de la jeunesse de décembre 1959 en Martinique. Dans un contexte de chômage massif (fermetures des usines à sucre), de misère et de mépris colonial, un accident de la circulation entre un Antillais et un Métropolitain a dégénéré en émeute. La réponse immédiate a été des tirs policiers à balles réelles, puis l'envoi de l'armée lorsque les manifestations ont pris l'ampleur d'une guérilla urbaine. Un véritable état d'exception, inspiré de ce qui avait été mis en place en Algérie, a été appliqué. Des mesures ont été prises pour éloigner les jeunes susceptibles de se révolter à nouveau (envoi en Guyane des soldats antillais, mise en place d'un bureau pour l'immigration en Métropole des jeunes Antillais). Un service militaire adapté a créé. Il s'est maintenu jusqu'à aujourd'hui sous la forme d'un « dispositif militaire d'insertion socioprofessionnelle des jeunes ultramarins, de 18 à 25 ans, éloignés du marché de l'emploi ».

Le SMA actuel, géré par le Ministère des Outremer, s'adresse aux jeunes « les plus démunis », « les plus faiblement diplômés », « en situation d'illettrisme ». L'objectif est de leur apprendre « le goût de l'effort », « le dépassement de soi » et d'obtenir d'eux « l'adhésion à la discipline militaire ». Cinq « règles d'or » sont imposées aux stagiaires : « Être à l'heure, être en tenue, respecter

la sécurité, travailler en équipe, respecter son chef et lui rendre compte ». Il s'agit, toujours selon le site officiel du Ministère des Outremer, d'en faire « des jeunes prêts à l'emploi ». Un militaire chargé de la communication sur ce dispositif a déclaré lors d'une interview à France-TV info en février : « Nous travaillons au plus près des entreprises et en partenariat avec les préfectures, les chambres de commerce, Pôle emploi. Nous ciblons les filières en demande, les besoins des territoires, les métiers en tension. Il s'agit d'une mission pour rendre les jeunes employables afin de leur apporter une reconnaissance sociale et citoyenne. Les entreprises ont besoin de jeunes rigoureux, motivés, fiables et capables d'arriver à l'heure ». C'est ce dispositif que le gouvernement veut aujourd'hui étendre aux jeunes de Métropole.

Le SMA étendu à la Métropole

Le taux de chômage en France atteint des chiffres historiques, notamment chez les jeunes. Les grands groupes continuent à licencier, des postes sont supprimés dans les hôpitaux, les écoles, l'enseignement supérieur... Le dispositif des « contrats d'avenir » n'arrive plus à masquer cette réalité et les promesses d'une « reprise » créatrice d'emplois ne créent guère d'illusions. Que signifie, dans ce contexte, « rendre les jeunes employables » ? Plusieurs questions se posent. Pourquoi l'Armée devrait-elle suppléer, en direction de « 1 000 jeunes », aux carences de l'Éducation nationale et de l'Enseignement professionnel démunis par les politiques d'austérité ? Quels types d'emplois seront proposés à ces jeunes ? Comment, en effet, ne pas faire le rapprochement avec les campagnes incessantes de recrutement pour l'Armée ? 10 000 postes sont à pouvoir sur le site de l'Armée de Terre, qui se présente comme un « partenaire majeur des jeunes dans la bataille pour l'emploi ». Les mêmes « valeurs » sont mises en avant : « respect de l'autre et de la communauté, respect des institutions républicaines et de la politique de Défense, respect hiérarchique et mutuel... des missions et du matériel » peut-on lire sur le site de recrutement de l'Armée de l'Air. Aux

prétextes d'éradication de l'illettrisme ou de formation professionnelle, des jeunes enrôlés dans le SMA risquent donc de se retrouver sur les champs de bataille provoqués par l'impérialisme français. C'est ça « rendre les jeunes employables » ? C'est en tous cas manifestement un des enjeux d'une généralisation du SMA !

Les enjeux idéologiques

Le budget du ministère de la Défense est le seul préservé des coupes sombres. Confier à l'Armée des fonctions qui relèvent de l'Éducation nationale, de la protection de l'enfance et de la jeunesse, de l'accompagnement socio-éducatif, n'est pas neutre. Les « valeurs » enseignées sont celles qui doivent éviter aux jeunes se révolter et de s'indigner ; celles qui font croire que c'est au nom des « droits de l'homme » que notre pays vend des avions de combat à tour de bras, qu'il multiplie les opérations militaires en Afrique et au Moyen-Orient, qu'il alimente partout les champs de bataille en armes et en hommes !

« De cette société-là, on n'en veut pas : on la combat ! »

En 1959, lors de la création du SMA, le pouvoir a apporté une réponse militaire à une crise sociale qui posait des problèmes politiques liés à la domination coloniale. La même logique prévaut aujourd'hui à la généralisation en Métropole du SMA.

Le SMA est une structure d'encadrement social et idéologique des jeunes victimes d'un système où la misère et l'exclusion, l'illettrisme et la déscolarisation, le chômage et la précarité, loin de se résorber, ne cessent de s'amplifier. Comment peut-on accepter un système où, pour certains jeunes, la seule perspective de formation serait le stage militaire et la seule perspective d'emploi de partir à la guerre ? L'UJR dénonce le service militaire adapté et sa logique réactionnaire. « L'engagement » oui, mais pas dans l'Armée et les écoles militaires ! Avec l'Union des Jeunes Révolutionnaires pour défendre les intérêts de la jeunesse populaire et combattre ce système.